

**Directeurs-Gérants :**  
**F. DE RODAYS** A. PÉRIER  
 Rédacteur en chef. Administrateur.  
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :  
**Gaston CALMETTE**  
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction  
 102.47 Administration  
 ANNONCES ET RÉCLAMES  
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

# LE FIGARO

**H. DE VILLEMESSANT**  
 Fondateur  
 RÉDACTION  
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ  
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS  
 ABONNEMENT  
 Trois Mois Six Mois Un An  
 Seine, Seine-et-Oise. 15 » 30 » 60 »  
 Départements. 18 75 37 50 75 »  
 Union Postale. 21 50 43 » 85 »  
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste  
 de France et d'Algérie.

**Le FIGARO publiera demain  
 un Supplément gratuit consacré  
 au Dossier de la Cour de cas-  
 sation.**

## La Conférence de La Haye

La journée du 18 mai sera, selon toute apparence, une grande date dans l'histoire. En effet, dans quelques heures s'ouvrira à La Haye la conférence internationale pour le désarmement. L'idée émane de l'initiative généreuse, non plus d'un philosophe enfoncé dans ses livres, mais du plus puissant souverain du monde civilisé, de l'empereur Nicolas II de Russie. Il compte trente et un ans d'âge et pas encore cinq ans de règne; en revanche, il commande à plus de cent vingt millions de sujets.

Lorsque sa proposition fut communiquée aux gouvernements, elle les surprit beaucoup, et chez les principaux, le premier mouvement sans doute n'y fut pas très favorable. Pensez donc dans une Europe où les armées se chiffrent par millions et où l'on applique à outrance la maxime fameuse : *Si vis pacem, para bellum*, oser parler d'une limitation des forces de guerre et recommander le désarmement, quelle audace ou quelle puerilité! Mais l'empereur de Russie n'est pas le premier venu, et il fallut bien lui répondre. On était alors à la fin du mois d'août 1898; le conflit hispano-américain venait d'être arrêté par les bons offices de notre éminent ambassadeur à Washington, et on ne prévoyait pas encore le différend franco-anglais de Fachoda, quoiqu'il fût imminent. Les circonstances semblaient donc relativement propices.

Aussi les grandes chancelleries européennes, soit par déférence pour l'empereur Nicolas II, soit par sympathie platonique pour sa noble conception, s'y associèrent sans difficulté. Le comte Mouraviev constatait lui-même ce fait important cinq mois plus tard dans une circulaire aux agents diplomatiques russes et il ajoutait que de toutes les classes de la société, ainsi que de tous les points du globe, étaient également parvenus à son maître, les témoignages du plus chaleureux assentiment; mais ce premier mouvement subit presque aussitôt un temps d'arrêt inespéré. A l'heure où l'Europe était conviée à étudier les moyens d'affermir la paix, un gros nuage s'éleva soudainement à l'horizon : l'Angleterre menaçait la France d'une guerre maritime formidable et l'accablait, pour lui permettre d'y échapper, d'une humiliation brutale. Ce pouvait devenir dans ces conditions l'appel généreux de Nicolas II? On le crut un instant abandonné.

\*\*\*

Le trait dominant de la diplomatie russe n'est pas de frapper les yeux par des coups de théâtre; elle aime au contraire à cheminer, à patienter, et elle excelle à renvoyer au lendemain ce qui ne serait pas pratique immédiatement. Le différend franco-anglais s'apaisa, et quand personne ne songeait déjà plus, dans le gros public, à la proposition du jeune Empereur, elle fit sa rentrée avec éclat dans la première quinzaine de janvier. Dans le silence, le gouvernement impérial avait mûri ses idées, en vue de la réunion d'une conférence internationale. A l'heure opportune, il sortait du vague pour dire aux puissances : « Vous m'avez promis votre concours; je fais appel à votre parole et je vous demande d'arrêter, d'accord avec moi, le programme de nos futures délibérations. Afin d'aller plus vite, voici, à titre d'indication personnelle, les questions qui pourraient être traitées autour du tapis vert par nos représentants communs. »

Et la circulaire du comte Mouraviev énumérait, en effet, les huit questions dont la conférence de La Haye va commencer la discussion. Elles furent aussitôt examinées par chacune des puissances convoquées. Qu'est-il sorti de cet examen? Probablement beaucoup d'objections. La non-augmentation, pour une période à fixer, des effectifs militaires de terre et de mer et des crédits budgétaires y afférents; l'interdiction d'employer de nouvelles armes et de nouveaux engins, ainsi que de nouvelles poudres; la limitation de l'emploi des explosifs et la prohibition du lancement de ces explosifs du haut des ballons, enfin la défense d'employer des torpilleurs sous-marins rencontrant dans la constitution intérieure de divers Etats et dans les prévisions des états-majors relatifs à l'utilisation des progrès de la science des obstacles sur lesquels il est à peine besoin d'insister.

Mais je me hâte de constater qu'il n'en est pas de même pour les quatre derniers articles du programme. L'adaptation aux guerres maritimes des stipulations de la convention de Genève, qui ne s'appliquent encore qu'aux armées de terre; la neutralisation au même titre des navires et chaloupes destinés au sauvetage; la révision de la déclaration de Bruxelles, de 1874, concernant les coutumes de la guerre, et non ratifiée jusqu'ici; enfin, l'acceptation du principe des bons offices neutres pour prévenir par la voie de l'arbitrage les conflits armés entre les nations ont dû recueillir des adhésions plus explicites. Sur l'arbitrage particulièrement, le gouvernement anglais, par la bouche de lord Salisbury lui-même, a

déjà fait entendre des paroles plutôt sympathiques.

En tout cas, les peuples, dans l'expression de leurs sentiments, n'ont établi aucune distinction entre les réformes pratiques et celles qui le sont moins, dans le domaine du désarmement. Ils ont acclamé l'initiative de l'empereur Nicolas II, et ils attendent beaucoup d'elle pour la diminution des charges que la perspective de la guerre leur impose. En Angleterre, au foyer de l'impérialisme belliqueux, une croisade formidable a été organisée par les soins de M. W. J. Stead en faveur du programme russe et de la conférence de La Haye. Le parti irlandais, par l'organe de son plus éloquent publiciste et orateur, M. Michael Davitt, s'y est associé avec enthousiasme. Les chefs de la ligue ont sollicité et obtenu à l'étranger et en Angleterre des encouragements d'un prix inestimable. Il n'a pas tenu qu'à eux notamment que le Saint-Père n'eût son représentant à la conférence. L'amour-propre du cabinet du Quirinal a fait échouer ces démarches, malgré l'intervention du gouvernement russe, et le nonce du Pape a quitté La Haye avant-hier, à la veille de l'ouverture des délibérations. Mais plus près de son centre principal d'opération, au Foreign Office même, M. W. J. Stead a eu récemment une entrevue officielle avec M. Balfour, neveu de lord Salisbury et son représentant intérimaire pendant la récente absence du Premier; or, on sait que l'apôtre de la paix n'est point sorti mécontent de sa visite. Dans les autres pays de notre vieux continent, l'opinion moins bien organisée, ou plus timide, ou même détournée de ces graves problèmes par des préoccupations plus aiguës, a gardé un silence relatif; toutefois je suis bien convaincu que si le programme de La Haye était soumis à un plébiscite, il réunirait la presque unanimité des suffrages.

Dans les choix diplomatiques et techniques auxquels ils se sont arrêtés pour constituer leur représentation à La Haye, l'idée commune à tous les gouvernements a été de faire honneur à l'empereur Nicolas II. Les chefs de mission et leurs auxiliaires sont des hommes occupant ou ayant occupé de hautes situations, et connus par leur expérience, leur maturité, leur supériorité intellectuelle et professionnelle. On a bien relevé par-ci par-là quelques noms fort engagés par leurs écrits ou la notoriété de leurs opinions dans un sens contraire au désarmement; tel un ou deux des membres de la mission allemande, qui seraient plutôt des disciples de Joseph de Maistre ou du P. Ollivier que de l'abbé de Saint-Pierre. Mais il ne faut pas oublier que le véritable maître de la mission allemande, c'est M. le comte de Münster, ambassadeur d'Allemagne à Paris et l'unique dépositaire de la pensée de Guillaume II. Enfin, il y a des probabilités indiquant que les Etats-Unis sont résolus à appuyer l'initiative de l'empereur de Russie.

Malgré tous ces symptômes plutôt encourageants, je ne crois pas au succès de la conférence sur la partie de son programme concernant la limitation des forces de guerre; mais sur le point de l'arbitrage, entre autres, je ne me défends pas d'un certain optimisme. C'est que, depuis longtemps, le problème de l'arbitrage est l'objet de l'attention des puissances européennes, et qu'il est entré dans la pratique internationale sous des formes diverses.

En 1802, l'Académie des sciences morales et politiques de Paris avait mis au concours le sujet suivant : *l'Arbitrage international, son passé, son présent, son avenir*. Le rapport de M. A. Desjardins, que j'avais lu en son temps, et dont je retrouve une analyse substantielle dans le savant ouvrage de M. Calvo sur le droit des gens, présente aujourd'hui un intérêt d'actualité de premier ordre. Consultez-le, vous y apprendrez que le Parlement anglais, dès l'année 1873, vota une motion en faveur de l'arbitrage; que M. Mancini obtenait le même succès devant le Parlement italien en 1874, et que ces mouvements étaient suivis presque aussitôt ou avaient été déjà devancés par les Parlements de Suède, des Etats-Unis, de Hollande, de Belgique, de Norvège et d'Espagne. Quelques années plus tard, en 1882, le président des Etats-Unis se déclara prêt, dans un message solennel, à négocier des traités d'arbitrage avec tous les gouvernements qui lui en feraient la proposition, et en 1890 l'accord s'établissait à Washington entre dix-sept puissances américaines représentant plus de cent millions d'âmes.

L'ouverture du président des Etats-Unis produisit moins d'effet en Europe. On ne cite guère que la Suisse qui entra immédiatement en négociations avec le cabinet de Washington en vue de la conclusion d'un traité destiné à rendre la procédure de l'arbitrage obligatoire pour toutes les difficultés présentes ou futures entre les deux pays. M. Goblet, dans son court passage aux affaires étrangères, signa, lui aussi, non avec les Etats-Unis mais avec la république de l'Equateur, un traité de commerce qui terminait une clause de même nature. Le progrès à réaliser aujourd'hui ne consisterait pas seulement à développer la procédure de l'arbitrage, mais à la rendre obligatoire, par voie d'accords internationaux entre les diverses puissances. Supposez que demain la France et l'Angleterre soient liées par un traité pareil à celui que M. Goblet a signé avec la république de l'Equateur; quelle garantie pour la paix du monde!

Au reste, qu'on le veuille ou qu'on ne le veuille pas, tout tend à démontrer que si jamais une guerre éclate en Europe sur le pied des armements actuels, elle équivaudra presque à la destruction de notre vieux continent. Que d'enseignements, à ce propos, dans le savant livre que vient

d'éditer un publiciste russe éminent, M. Jean de Bloch, qui a étudié avec tant de soin et déterminé avec tant de précision les proportions et les horreurs probables de la prochaine guerre! Quand bien même les armées pourraient en supporter les épreuves, les peuples y succomberaient, par l'arrêt de tout travail productif. On nous avait parlé de campagnes rapides qui se termineraient en quelques semaines; la science leur prédit, d'ores et déjà, en s'appuyant sur les témoignages les plus probants, une durée de deux ans. *Ôtez-moi ça!*

Whist.

## Échos

### La Température

Le baromètre se tenait hier matin à 754 mm, c'est-à-dire sensiblement en hausse sur la veille. Des pluies ont encore tombé à Brest, Limoges, Nancy et Paris; sur nos côtes de la Manche et de l'Océan la mer est houleuse. La température s'est relevée; elle était hier, à Paris, à 13° au-dessus à huit heures du matin, et à 20° dans l'après-midi; on notait à Moscou, en France, le régime des vents d'entre Sud et Ouest domine; un temps doux mais nuageux est probable. Après une très belle journée, le baromètre se tenait dans la soirée à 765 mm.

### Les Courses

A deux heures, Courses au Bois de Boulogne. — Gagnants de Robert Milton :  
 Prix de Courcelles : Royal Mint.  
 Prix de Montfort : Général Albert.  
 Prix de Saint-Georges : Gobeck.  
 Prix des Acacias : Germain.  
 Prix du Champ-de-Mars : Thermodon.  
 Prix de Compiègne : Monopole II.

### LA FORME

Le peu que valent ces notes quotidiennes et rapides, je le dois uniquement aux lecteurs du *Figaro*. Ils me fournissent des idées et des textes que je serais probablement incapable d'avoir et de trouver.

Ainsi, aujourd'hui, le courrier m'apporte une série de notes et de citations sur les formes judiciaires, que je vais malheureusement abîmer en les résumant. Ce n'est pas d'hier qu'on a parlé de la communication d'un dossier secret aux juges de Dreyfus. Avant même que le capitaine Freytagster ait libéré son âme, on savait que M. Demange ne connaissait pas, n'avait pas pu discuter les arguments qui avaient déterminé le terrible arrêt. Mais cette irrégularité n'avait point frappé au même degré tous les partisans de la justice et de la vérité, et l'un des plus éminents d'entre eux, M. Trarieux, avait-il qu'il eût passé l'éponge sur l'irrégularité si la culpabilité lui eût été démontrée.

Tous ne pensaient pas comme lui. Pourquoi? C'est qu'en matière judiciaire la forme domine souvent le fond. Qu'est-ce que le fond? Le fond, c'est une série de faits que les préventions, les passions et les intérêts dénaturent. Nous le voyons bien en ce moment où tant d'yeux restent encore fermés à l'évidence même. Et d'ailleurs, Locke n'a-t-il pas dit que si les vérités géométriques intéressaient les passions, les désirs des hommes, elles ne seraient pas, comme elles sont, l'objet d'une adhésion universelle?

La forme, au contraire, c'est l'ensemble des précautions reconnues nécessaires par l'expérience et fixées par le législateur contre la déformation de la vérité par les passions et les intérêts. La forme, c'est la méthode qui réduit à son minimum le coefficient d'erreur provenant des préjugés et des défaillances.

Brid'oison avait raison dans son culte. Si l'on est infidèle à la forme, on a toutes chances d'errer sur le fond.

En voulez-vous la preuve immédiate? On viole la forme en communiquant un dossier secret aux juges. Qu'y a-t-il, dans ce dossier? Sept pièces, et parmi ces sept pièces une qui paraît accablante pour Dreyfus. Elle trompe ses juges, parce qu'elle contient une initiale D, qu'on applique à Dreyfus, et qui, aujourd'hui, s'applique à un nommé Dubois, connu le commandant Guignot l'a avoué lui-même.

Et dans ces sept pièces, il y a encore l'ébauche incomplète d'une dépêche Panizzardi qui semble accabler Dreyfus, et qu'on a substituée criminellement au texte intégral innocent de Freytagster.

Eh bien, si l'on avait respecté les formes, ces deux documents auraient été soumis à l'épreuve d'un débat contradictoire. Et alors, l'innanité de l'accusation apparaissait à tous les yeux. Dreyfus était acquitté, et il n'y avait plus d'affaire Dreyfus. Voilà où l'on en arrive par le mépris des formes.

Mme de Staël avait donc mille fois raison lorsque, dans ses *Considérations sur la Révolution*, elle écrivait ceci :

« Si dès les premiers jours de la Révolution tous les partis s'étaient accordés à respecter invariablement les formes judiciaires, de combien de maux on aurait préservé la France! Car c'est surtout pour les cas extraordinaires que les tribunaux ordinaires sont établis. »

— J. CORNÉLY.

### A Travers Paris

S. A. I. le grand-duc Michel Michailovitch s'est rendu hier, dans l'après-midi, à l'Élysée, pour saluer le Président de la République.

M. Loubet, accompagné d'un officier de sa maison militaire, lui a immédiatement rendu sa visite.

Un service solennel d'actions de grâces sera célébré ce matin, à onze heures, en l'église de la rue Daru, à l'occasion de

l'anniversaire de S. M. l'empereur de Russie.

Le prince Ourousoff y assistera, avec les membres de l'ambassade et du consulat de Russie, en uniforme de gala.

Les obsèques de M. Francisque Sarcy auront lieu, comme nous l'avons annoncé, ce matin, à dix heures, en l'église de la Trinité.

Au départ de la maison mortuaire, les cordons du poêle seront tenus par MM. Georges Leygues, ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts; Gréard, vice-recteur de l'Académie de Paris; Jules Claretie, de l'Académie française; Roujon, directeur des beaux-arts; Camille Le Senne, président du cercle de la Critique; Jules Lemaitre, de l'Académie française; Larroumet, secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts; Adrien Hébrard, directeur du Temps.

Au cimetière Montmartre, des discours seront prononcés par MM. Leygues, Claretie, Le Senne, Jules Lemaitre, Larroumet et Adrien Hébrard.

Ajoutons, suivant la formule, que les personnes qui n'auraient pas reçu de lettres de faire part sont priées de considérer la présente note comme une invitation.

C'est aujourd'hui qu'a lieu, à l'Académie française, l'élection pour le remplacement de M. Edouard Hervé.

Trois candidats sont sur les rangs : MM. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés; Emile Faguet et René Bazin.

Les impressions que nous avons recueillies sur cette élection auprès d'un certain nombre d'académiciens, nous permettent de considérer le succès de M. Paul Deschanel comme absolument assuré.

Quelques personnes ont paru surprises que des obsèques religieuses fussent faites à M. Henry Becque dont les sentiments très éloignés de toute foi n'étaient pas un mystère pour personne. D'autres ont fait courir le bruit qu'au cours de sa maladie l'éminent dramaturge s'était réconcilié avec l'Eglise. Nous avons demandé à un de nos confrères, ami dévoué de Becque, de nous édifier sur ce point.

« Voici, nous a-t-il répondu, la vérité vraie. Henry Becque, par ses paroles comme par ses écrits, fut un libre penseur, dans la plus large force du terme. Pas plus à sa dernière heure qu'aux autres, il n'a changé de doctrine. Il n'aurait pas accepté les secours suprêmes de la religion. »

Mais il s'attache aux obsèques civiles un caractère de manifestation très spéciale et, si l'on peut dire, maçonnique. A défaut d'une volonté expresse et écrite de l'écrivain, qui est mort intestat, ses amis n'ont pas cru devoir interdire la cérémonie religieuse.

Une première sensationnelle.

Le public parisien, le plus apte à apprécier les jolies choses, a été invité à venir, aujourd'hui, assister à l'inauguration d'un simple appartement, mais d'un appartement de la dernière mode... anglaise.

Une des plus grandes maisons de meubles de Londres, la maison Waring et Gillow, pour établir une succursale à Paris, a loué l'ancien local du *Gil Blas*, au coin de la rue Guicq et du boulevard Haussmann, et pour bien montrer quel est son goût, elle a installé un appartement complet : salon, salle à manger, bibliothèque, chambre de monsieur et de madame.

Tout est dans le style nouveau, très complet, et c'est une merveille. Les privilégiés invités à cette inauguration y trouveront de précieuses indications et un plaisir délicat. Mais on n'a invité que le dessus du panier.

### AUTOUR DU BOULEVARD

Je ne crois pas que, depuis le *Prince d'Aurec*, une pièce ait fait autant parler d'elle dans les salons parisiens que celle de M. Michel Provins, dont les représentations au Gymnase ont été, depuis le début, on ne peut plus suivies. C'est un tableau saisissant et, somme toute, assez exact — bien que légèrement poussé au noir — des travers et des vices de notre époque qu'a tracé, de main de maître, l'auteur de *Dégénérescence*. C'est l'histoire de toute une catégorie de jouisseurs de cette fin de siècle, ayant tous les appétits, toutes les aspirations, toutes les passions, sans la volonté, sans l'énergie, sans l'effort continu, sans la hantise d'un idéal à atteindre. C'est l'humanité contemporaine prise sur le vif; ce sont des types actuels, des types que l'on connaît, que chacun de nous a plus ou moins rencontrés sur son chemin, depuis le financier lérope, lanceur d'émissions problématiques, jusqu'au politicien habile, Robert Macaire modernisé, séducteur et sceptique tout à la fois, qui sait exploiter à son profit la sottise et la crédulité des électeurs.

Vous jugez s'il y a là de quoi exciter la verve des causeurs et provoquer la discussion. Aussi, ne se prive-t-on point d'analyser, de scruter, de disséquer l'œuvre de M. Michel Provins, dont on s'accorde à reconnaître le réel mérite et le puissant intérêt, mais à laquelle un certain nombre de mondains et surtout de mondaines reprochent d'être entachée d'exagération et de renfermer des critiques peut-être trop amères.

Je dois dire, cependant, qu'en général, on est d'avis que l'émouvante parure d'espièglerie laquelle les dégénérés peints par M. Michel Provins, dissimulent leurs vilenies quotidiennes, fait oublier ce que la pièce peut avoir, et que, tout compte fait, on la trouve, non seulement très parisienne, mais fort amusante et point banale. En puis, il y a Mlle Mégard, dans la séduction et la grâce, sans compter le talent, ne contribuent pas médiocrement à disposer favorablement l'élite des fringants cavaliers du monde select. — L'Afranchi.

Les cuisiniers et les pâtisseries ne sont pas contents. Ils trouvent que les pour-voirs publics les négligent, et ils ont organisé, pour aujourd'hui 18 mai, une grande réunion à l'effet de réveiller la torpeur des Chambres et du gouvernement.

Dans un appel enflammé, qui semble positivement sorti du four, la Commission d'organisation invite ses adhérents à venir affirmer énergiquement leurs revendications : le droit au repos, l'hygiène dans les cuisines et laboratoires, des garanties contre les accidents du travail, la suppression des bureaux de placement d'exploitation.

Les cuisiniers et les pâtisseries se plaignent d'avoir été exclus du bénéfice de toutes les lois votées par les Chambres, et ils demandent à ne plus être traités en parias!

Rien de plus légitime assurément, mais pour tous ceux qui suivent les séances du Parlement, il semblerait qu'il y a peut-être un peu d'injustice dans ces réclamations. Les Chambres, en effet, loin de manifester la moindre hostilité à l'égard des pâtisseries et cuisiniers, leur empruntent, en toute occasion, les secrets de leur art. Il n'est pas de séance où il ne se fasse quelque boulette ou quelque brioche.

Pâtisseries et cuisiniers ont donc bien tort de se plaindre. Ils n'ont rien à redouter des parlementaires, si ce n'est peut-être la concurrence!

On aime toujours à retrouver certaines vieilles connaissances.

Nous avons voulu revoir hier le plombier Piquet, le brave sauveur du Bazar de la Charité, qui la nuit dernière s'était, disait-on, de nouveau signalé au cours du grand incendie de Vaugirard, dont on lira plus loin les détails.

Le brave Piquet habite toujours dans le quartier voisin, à Plaisance, la même maison, au fond de la rue de l'Ouest; mais il était à son travail quand nous nous sommes présentés chez lui pour le féliciter.

C'est sa jeune femme qui nous a reçu et nous a donné de lui quelques nouvelles pouvant intéresser nos lecteurs, qui ne l'ont certainement pas oublié.

M. Debrance, directeur des travaux de Paris, a pris cet excellent ouvrier au service de la Ville, et Piquet, depuis plusieurs mois, est employé aux travaux de plomberie des abattoirs de La Villette. Sa femme travaille aussi de son côté, de sorte que le ménage, auquel la générosité de nos lecteurs avait constitué un premier fonds d'économies, est dans une honnête situation. Enfin, un joli bébé est venu augmenter la joie de ces braves gens qui — rare phénomène et plus rare franchise — sont heureux et l'avouent.

Mme Piquet nous a d'ailleurs déclaré que, quoi qu'en aient dit de la meilleure foi du monde quelques journaux, son mari n'était pas à l'incendie de Vaugirard, qu'il a appris seulement hier matin, et cette loyauté sera, si l'on veut, la morale de cette histoire très simple.

A l'occasion sensationnelle de la nouvelle interprétation d'*Hamlet* par Mme Sarah Bernhardt, le *Figaro* fera paraître, la semaine prochaine, un magnifique supplément dont le texte sera écrit par M. Henry Fouquier et les dessins dus à la collaboration de deux artistes d'élite : MM. Georges Clairin et Mucha — maîtres du pinceau et du crayon.

Quel magnifique coup d'œil offre en ce moment le Restaurant Ritz! Et où trouver dans Paris un cadre mieux disposé pour faire valoir les élégances de la toilette? Aussi quelles tables! Grand-duc Michel de Russie, comtesse Torby, duc G. de Leuchtenberg, prince et princesse de Hohenlohe, lord et lady de la Warr, prince et princesse Orloff, M. de Souza-Rozza, lord Manners, Mme Melba, Hon. Reginald Lister, M. Drexel, comte de Penha Longa, sir Edgar et lady Helen Vincent, marquise de Gellida, lord Ashburton, Mme Diaz Albertini, baron de Benoit, comte et comtesse Wrangel, etc., etc.

En vue des grandes festivités sportives qui approchent, Léon a préparé de nouvelles créations pour hommes et pour dames. Le grand chapelier parisien, qui a ce mérite de se consacrer uniquement à la chapellerie, ce qui le rend supérieur dans sa spécialité, a créé des merveilles. Les salons de la rue Daunou seront plus que jamais, ces jours-ci, le rendez-vous de tout ce que Paris compte de personnalités élégantes et mondaines.

Les trois premières journées de la vente de la collection Mühlbacher ont été suivies par l'élite assidue des amateurs français et étrangers, et les enchères, chaudement disputées, ont atteint le chiffre — singulièrement éloquent — de 1,476,995 francs.

La vacation d'aujourd'hui est consacrée aux miniatures; on sait que la collection Mühlbacher en compte qui sont de purs chefs-d'œuvre et défendent glorieusement les noms de Baudouin, Lavreigne, Hall, Fragonard, Isabey, Dumont, etc. On y admire également les *Deux Baisers*, de Mannheim exécutés par Houdon.

MM. Mannheim assisteront, comme experts, M<sup>rs</sup> Paul Chevallier.

### Hors Paris

La mission Marchand est arrivée hier à Djibouti.

La remise des insignes de commandeur de la Légion d'honneur au commandant Marchand a eu lieu à bord du *D'Assas*, sans cérémonie.

Si, comme on l'a dit, ce croiseur quitte Djibouti le 19, il pourrait être à Toulon le 31. Il a, en effet, mis douze jours pour faire son voyage d'aller : parti de Toulon le 4 avril, il est arrivé à destination le 16.

### Nouvelles à la Main

X... dont les gaffes font la joie du boulevard, est en ce moment sur la Côte d'Azur.

— Il paraît, dit un de ses amis, qu'il a gagné pas mal d'argent à la roulette.

— Il aura sûrement mis, dit un autre, sur un numéro... impair!

Le Masque de Fer.

### LE

## DOSSIER DE L'ENQUÊTE

Voici le Mémoire que le colonel Picquart a fait déposer, hier, devant la Chambre des mises en accusation :

**MÉMOIRE présenté par M. le lieutenant-colonel en réforme Georges Picquart devant la Chambre des mises en accusation.**

Les quatre chefs d'accusation sous lesquels Picquart est retenu devant la justice civile sont les suivants :

- 1<sup>o</sup> Communication à Leblois de renseignements tirés du dossier secret Esterhazy;
- 2<sup>o</sup> Communication à Leblois du dossier secret Dreyfus;
- 3<sup>o</sup> Faux;
- 4<sup>o</sup> Usage de faux.

Ces différents chefs d'accusation vont être examinés successivement ci-après en réunissant dans un même chapitre le faux et l'usage de faux.

**Communication à Leblois de renseignements tirés du dossier secret Esterhazy.**

Cette accusation est développée dans le paragraphe IV du réquisitoire de M. le substitut Siben en date du 24 août 1898.

M. Siben s'appuie surtout sur les deux considérations suivantes :  
 A. — Picquart, en s'adressant à M<sup>rs</sup> Leblois, avocat, en juin 1897, et en lui parlant des affaires Dreyfus et Esterhazy, ne peut être considéré comme ayant consulté un avocat dans l'intérêt de sa défense; il n'était l'objet d'aucune poursuite, ni d'aucune machination.

B. — Il est contraire à toute vraisemblance que Picquart, dans ses entretiens avec Leblois, ne lui ait pas parlé du *petit bleu*, point de départ de ses recherches contre Esterhazy, et ne lui ait pas donné des détails sur l'origine éminente secrète de cette pièce.

Voici la réponse aux assertions de M. Siben.

A. — Du jour où Picquart a acquis la certitude, fin août 1896, que le bordereau était l'œuvre d'Esterhazy et non de Dreyfus, et qu'en outre le dossier secret Dreyfus ne contenait aucune preuve de la culpabilité du condamné de 1894, il a fait part de ses convictions à ses chefs : d'abord au général de Boisdeffre, puis deux ou trois jours après au général Gonse.

A partir de ce moment précis a commencé à se produire d'abord contre l'œuvre de Picquart et ensuite contre Picquart lui-même une série de machinations dont quelques-unes se sont immédiatement manifestées au grand jour, dont d'autres sont restées longtemps cachées et n'ont été découvertes qu'au cours des années 1897 et 1898.

Les principes d'entre ces machinations sont les suivants :  
 Le faux Weyler, lettre destinée à compromettre Dreyfus, et arrivée au ministère des colonies le 4 septembre 1896.

La campagne de presse de 1896, et notamment les articles de l'*Eclair* des 10 et 15 septembre 1896, du *Matin* du 10 novembre 1896.

Le faux Henry (31 octobre 1896).

La lettre anonyme adressée à Weill, ami d'Esterhazy, vers le 13 novembre 1896, et lui annonçant que lui et Esterhazy allaient être dénoncés à la tribune de la Chambre des députés par M. Castelin comme complices de Dreyfus.

Les rapports de l'agent Guinée, des 30 octobre et 24 novembre 1896, tendant à établir faussement que l'*Eclair* était évincé aux intérêts de Dreyfus, et que Picquart avait commis des indiscrétions au sujet du dossier secret Dreyfus.

La fausse lettre Speranza du 15 décembre 1896, tendant à établir que Picquart entretenait des relations loanches avec une réunion de personnes ce qu'on a appelé depuis un syndicat, obéissant à un personnage surnommé le demi-dieu.

Toutes ces machinations étaient connues de Picquart avant son départ du ministère, le 16 novembre 1896, sauf la lettre Speranza et les rapports Guinée, dont le premier a été établi à la même époque que le faux Henry, lorsque Picquart était encore chef du service des renseignements et par conséquent le supérieur de l'agent Guinée, lequel était d'ailleurs une créature d'Henry.

Le faux Speranza n'a été connu de Picquart qu'à l'enquête Pellieux, fin novembre 1897.

Les rapports Guinée n'ont été connus de lui qu'après la clôture de l'instruction Tavernier, en novembre 1898.

Il y aurait encore à ajouter à tout cela les tentatives faites, notamment par Henry, pour inciter le commissaire spécial Toms à faire un rapport accusant Picquart d'être l'auteur de l'ind



pourra se convaincre, en y jetant les yeux, des manœuvres auxquelles tout le personnel du service des renseignements prenait part dès 1896 contre Picquart.

Temps, qui avait sa situation assurée à la direction de la Sûreté générale, n'avait rien à craindre en refusant de se rendre aux invites d'Henry.

On ne peut pas en dire autant de Guéné, dont tout le gain-pain était sa position au service des renseignements, position qu'Henry pouvait lui faire perdre d'une minute à l'autre. Il est donc indéniable que Guéné était un instrument aux mains d'Henry.

Quoi qu'il en soit, en quittant le service des renseignements le 16 novembre 1896, Picquart se rendait parfaitement compte que des machinations s'étaient produites contre son œuvre, et bien qu'à ce moment-là ses chefs ne lui aient jamais adressé de reproches sérieux, il se doutait bien que ces machinations, destinées à tromper le ministre de la guerre, étaient plus ou moins directement inspirées par eux. Il se refusait à croire qu'Henry fût un des instruments de ces manœuvres ténébreuses, mais il était absolument convaincu, en raison de divers indices, que du Paty de Clam en était un des agents les plus actifs.

La singulière mission donnée à Picquart, mission dont le caractère étrange ressort des lettres du général Goussier (voir ces lettres, dossier d'Instruction Fabre, cotes 43 à 48), ne fit que confirmer les craintes de Picquart au sujet de la gravité de ce qui se passait. Justement inquiet pour l'avenir, Picquart écrivit au général Millet, directeur de l'infanterie, dans les premiers jours de janvier 1897, et sans lui rien révéler des affaires Dreyfus et Esterhazy, il lui donna à entendre qu'il se croyait l'objet des pires machinations. Le général Millet, qui n'était au courant de rien, répondit par une lettre rassurante.

Il ne se passa plus rien de particulier jusqu'à vers le mois de mars, époque à laquelle Picquart eut la preuve de la duplicité d'Henry à son égard. En effet, tandis qu'Henry écrivait à Picquart les lettres les plus affectueuses, lui parlant même de son retour à la tête du service des renseignements (voir la réponse de Picquart à ce sujet, dossier d'Instruction Fabre, cote 117), il le desservait en sous main et tenait sur son compte des propos de nature à le déconsidérer. Ce fut un trait de lumière pour Picquart, qui ne douta plus, dès lors, qu'Henry n'eût pris part, lui aussi, aux machinations qui s'étaient produites jusque-là.

Aussi, lorsque l'occasion se présenta, au mois de mai 1897, de renvoyer au service des renseignements une lettre d'un agent qui était arrivée par erreur à Picquart, celui-ci s'pressa-t-il de profiter de cette circonstance pour montrer à Henry qu'il n'était plus sa dupe. L'épigramme à la lettre renvoyée une note personnellement destinée à Henry et dans laquelle il était fait allusion aux « mensonges » et aux « mystères » auxquels donnait lieu la situation de Picquart (voir le texte de cette note, dossier d'Instruction Fabre, cote 114).

Henry, démasqué, répondit, à la date du 31 mai 1897, par une lettre de menaces qui acheva de pénétrer Picquart de la gravité de sa situation.

Cette lettre figure au dossier d'Instruction Fabre (cote 102). Les termes en sont quelque peu obscurs pour qui n'est pas familiarisé avec le fond même de l'affaire. Traduite en langage clair, cette lettre signifie ceci :

« Après enquête, il a été reconnu :

1° Que votre enquête sur Esterhazy n'est qu'une manœuvre ;

2° Que vous avez essayé de suborner deux officiers du service des renseignements pour leur faire témoigner que le petit bleu a été mis à la poste, et qu'il émane de A (1) ;

3° Que vous avez ouvert le dossier secret Dreyfus, et que vous êtes l'auteur d'insinuations qui se sont produites au sujet de ce dossier.

« Les preuves matérielles de ces faits existent au ministère de la guerre. »

Cette dernière phrase était particulièrement menaçante. Picquart était fixé, par sa connaissance de l'affaire Dreyfus, sur la manière dont on savait, au ministère de la guerre, composer un dossier secret et s'en servir pour perdre un homme. Se sachant complètement innocent des accusations d'Henry, il ne pouvait douter un instant que les preuves matérielles dont parlait la lettre ne fussent des pièces fabriquées. Et, en effet, il devint juste. Ces preuves n'étaient autres que la fausse lettre Speranza et les rapports Guéné que Picquart ne connut que longtemps après, sans compter le témoignage mensonger que Lauth était tout prêt à donner au sujet du petit bleu, et que Junck vint corroborer plus tard, après certaines hésitations.

Mais une autre particularité augmentait la gravité de la lettre d'Henry : c'est que cette lettre avait été écrite avec l'assentiment (pour ne pas dire plus) des généraux Goussier et de Boisdeffre. La note de Picquart était datée du 31 mai 1897, la réponse d'Henry était datée du 31 mai, et le cachet de la poste montrait qu'elle n'avait été envoyée que le 3 juin. Ces dates frappèrent Picquart, dès qu'il reçut la lettre, et il en conclut, connaissant la manière de faire des bureaux, que cette lettre avait été longtemps préparée et discutée, et que la minute définitive avait été certainement soumise par Henry à ses chefs avant l'envoi (indice sur lequel le général Goussier a été obligé d'en convenir à l'Instruction Fabre (cote 109)).

Quant au général de Boisdeffre, il dit bien qu'il n'a su la chose qu'une fois qu'elle avait été faite, mais, en supposant que sa mémoire l'ait bien servi quand il a fait cette déclaration, il n'en est pas moins vrai qu'il n'a pas désapprouvé la grave démarche d'Henry. (Instruction Fabre, cote 61.)

D'ailleurs, le bon sens seul indiquait qu'Henry agissait par ordre ; jamais un subordonné n'eût osé écrire une semblable lettre à son supérieur s'il n'avait été appuyé par ses chefs.

En résumé, cette lettre n'était autre chose qu'une menace dont les généraux Goussier et de Boisdeffre faisaient endosser les risques par un de leurs subordonnés, Henry, et par laquelle ils laissaient entendre à Picquart qu'on était prêt à re-

tourner contre lui les découvertes qu'il avait faites au sujet d'Esterhazy et de Dreyfus.

Tel n'est pas l'avis de M. le substitut Siben, qui dit que « cette lettre, dépourvue de tout caractère officiel, ne constituait qu'une réponse personnelle du commandant Henry à une note personnelle incontestablement injurieuse ».

Il est probable que M. Siben n'eût pas écrit cela quelques semaines plus tard, lorsque Henry eut avoué un des faux, et que, dès lors, la plus légitime suspicion devait naturellement s'attacher à tous ses actes.

Il eût encore moins tenu ce langage s'il eût connu ce que l'on sait maintenant par les révélations d'Esterhazy : l'action commune du bureau des renseignements contre Picquart, sous l'impulsion des généraux de Boisdeffre et Goussier et avec l'aide de du Paty.

Quoi qu'il en soit, lorsque Picquart eut reçu la lettre d'Henry, il ne lui fut plus possible de se dissimuler les dangers qui le menaçaient. Cette lettre expliquait et précisait toutes les manœuvres sourdes dont il se sentait l'objet depuis le mois de septembre 1896. Elle lui donnait le droit de songer à se défendre.

Etant donné que les attaques venaient évidemment du chef et du sous-chef d'état-major, il eût été insensé de s'adresser à eux. Quant au ministre, il n'y fallait pas songer davantage. Les différentes péripéties de la mission donnée à Picquart avaient montré à celui-ci que le ministre était prévenu contre lui, et toute démarche faite directement auprès du chef de l'armée n'aurait pu que précipiter sa ruine.

Il songea alors à consulter un avocat et à remettre entre ses mains les quelques pièces qui pouvaient servir à sa défense.

Ne connaissant pas d'autre avocat que Leblois, c'est à celui-ci qu'il s'adressa.

Il lui remit d'abord la lettre d'Henry ; mais, soucieux de ne divulguer aucun secret militaire sans y être forcé, il se borna à ne donner à Leblois, au sujet de cette pièce, que les explications indispensables, sans entrer dans des détails inutiles.

Au sujet du paragraphe 1, il lui dit qu'à son avis Dreyfus avait été condamné à tort, que c'était un nommé Esterhazy qui avait fait le bordereau, et que lui, Picquart, en avait été convaincu à la suite d'une enquête dont le résultat se trouvait au ministère.

Picquart ajouta qu'à la suite de cette découverte il avait été l'objet de machinations destinées évidemment à le perdre et empêcher, par suite, la révision possible du procès Dreyfus.

Il était nécessaire que Picquart révélât à Leblois le nom d'Esterhazy. Connaissant les habitudes de ses ennemis, il savait parfaitement que le jour où ils sentiraient le besoin de le perdre, lui, Picquart, ils se serviraient de cet auxiliaire intéressé et dépourvu de tout scrupule. L'événement a pleinement justifié ces prévisions. La première chose qu'a faite l'état-major a été de dénoncer Picquart à Esterhazy et de lancer ce dernier contre celui qui avait découvert sa trahison. (Voir à ce sujet les lettres d'Esterhazy au Président de la République, au ministre de la guerre, et, d'après l'enquête de la Cour de cassation, tout ce qui s'est passé en octobre et novembre 1897.)

Au sujet du paragraphe 2, Picquart dit simplement à Leblois qu'Henry cherchait dans ce paragraphe à jeter des doutes sur une pièce accusatrice pour Esterhazy.

Enfin, au sujet du paragraphe 3, qui faisait allusion à des choses absolument secrètes, Picquart jugea inutile de donner à Leblois aucune explication d'aucun genre.

Picquart déposa, en outre, entre les mains de Leblois :

1° Deux lettres adressées à Picquart par le général Goussier en septembre 1896, l'une copie des réponses de Picquart (voir Instruction Fabre, cotes 53 à 56). Ces lettres prouvent que, contrairement aux assertions d'Henry, dans le paragraphe 1<sup>er</sup> de sa lettre, l'enquête Esterhazy avait été parfaitement prise au sérieux à un moment donné, et que les chefs de Picquart avaient commencé par l'approuver. Picquart avait d'autant plus de raisons de se couvrir à cet égard qu'il savait que, dans ses notes du personnel, le général Goussier accusait d'avoir agi en dehors de ses chefs ;

2° Dix lettres adressées par le général Goussier à Picquart, au sujet de sa soi-disant mission, et démontrant clairement la duplicité dont on avait usé à l'égard de Picquart pour l'éloigner de Paris sans avoir d'explications avec lui (voir Dossier d'Instruction Fabre, cotes 43 à 48). Toutes ces lettres étaient des lettres particulièrement ; Picquart avait le droit d'en disposer comme étant sa propriété. Il ne s'est jamais servi pour sa défense d'aucun document officiel ni d'aucune copie de documents empruntés à son service.

S'il n'avait pas eu la précaution de mettre en temps utile ces pièces en lieu sûr, il est probable qu'il s'en serait trouvé dénué le jour où il aurait eu à s'en servir. Sans insister outre mesure sur les procédés dont ses ennemis se servaient sans doute servis pour cela, il convient de rappeler qu'on a voulu l'épauler à la frontière tripolitaine dès que l'affaire Dreyfus est revenue sur le tapis, et que, d'autre part, une persécution dirigée par Henry a été pratiquée à son domicile, en son absence, dès que son retour à Paris est devenu inévitable. On ne peut s'empêcher de penser que cette dernière mesure avait surtout pour but de le désarmer avant qu'il ait pu témoigner ou se défendre.

En résumé, lorsque Picquart s'est adressé à un avocat pour sa défense, il était l'objet des pires machinations et des accusations les plus graves, accusations d'autant plus redoutables qu'elles se produisaient par des voies obliques et des moyens détournés qui rendaient difficile d'y faire face.

Quel intérêt certaines personnes pouvaient-elles avoir à faire aboutir ces machinations, à rendre ces accusations vraies ? Un intérêt de premier ordre : Picquart n'avait pas caché son indignation, lorsque, après avoir acquis la certitude de l'indignité d'Esterhazy, il s'était rendu compte des procédés employés à l'égard de Dreyfus ; il devenait un témoin dangereux dans le cas où la révision du procès de 1894. Enfin, Picquart n'avait pas dissimulé son sentiment à l'égard de la pièce qu'on a appelée, depuis, le « faux Henry », et ceux qui, de près ou de loin, avaient été mêlés à la fabrication et à l'usage de ce faux étaient sous la menace permanente des explica-

tions que Picquart pouvait fournir à ce sujet.

B. — M. Siben trouve invraisemblable que Picquart n'ait pas spécifié à Leblois ce que c'était que le petit bleu, et qu'il ne lui ait pas parlé de l'origine de cette pièce. Il ne trouve pas d'autre argument, et il ne pouvait en trouver d'autre, car Picquart n'a réellement rien dit à ce sujet, et aucun témoignage ne permet de soutenir le contraire.

Il suffit pour cela de lire les témoignages de Leblois et de M. Scheurer-Kestner à l'enquête Pellieux et à l'Instruction Ravary.

La déposition de M. Scheurer-Kestner à l'Instruction Fabre (cote 96) est également très nette à ce sujet.

Enfin, le rapport Ravary corrobore entièrement les dires de Picquart sur ce point. Le commandant Ravary, s'exprime, en effet, de la manière suivante : « Dès le début de cette enquête (l'enquête Pellieux) vint s'ajouter une nouvelle accusation portée par le lieutenant-colonel Picquart appelé de l'unité pour donner son témoignage, sur les instances de MM. Scheurer-Kestner et Dreyfus. Cet officier supérieur révéla l'existence d'une carte-télégramme reçue lorsqu'il était attaché au ministère et qui, selon lui, démontrait la culpabilité du commandant Esterhazy. »

Ainsi, d'après le commandant Ravary lui-même, c'est Picquart seul qui a révélé à l'Instruction l'existence du petit bleu, et rien ne permet, par suite, de dire qu'il en ait donné connaissance à MM. Leblois et Scheurer-Kestner.

Il est invraisemblable (pour employer les mêmes expressions que M. Siben) de penser que MM. Leblois et Scheurer-Kestner ne se seraient pas servis du petit bleu pour accuser Esterhazy, s'ils en avaient connu cette pièce, s'ils en avaient su l'origine et la valeur.

Il est invraisemblable de penser que, si Picquart avait commis la moindre indiscretion à ce sujet, il n'eût pas été fait au moins allusion au petit bleu, au cours de la violente campagne de presse qui a précédé le procès Esterhazy. Or, il n'a rien été et c'est le procès Esterhazy qui, pour la première fois, fait connaître cette pièce au public.

Avant de pousser plus loin, il importe de bien fixer les idées sur les intentions qu'a toujours eues Picquart au sujet de l'affaire Dreyfus-Esterhazy, et des raisons qui l'ont porté à s'adresser à Leblois en juin 1897.

Quand on a élogé Picquart du ministère, le 16 novembre 1896, sous le faux prétexte de l'envoyer pour quelque temps en mission (voir notamment la lettre du général Goussier, du 21 novembre 1896, faisant allusion à la durée de la mission), Picquart était convaincu de l'innocence de Dreyfus, il était convaincu qu'Esterhazy était l'auteur du bordereau ; il était persuadé que les généraux de Boisdeffre et Goussier cherchaient à empêcher une révision du procès de 1894 qu'ils avaient, dans ce but, agi sur le ministre ; il était persuadé, en outre, qu'il avait été desservi par les mêmes généraux et qu'il avait été représenté par eux, auprès du général Billot, comme un homme dangereux qu'il fallait éloigner.

Soucieux d'observer strictement ses devoirs militaires, mais incapable, d'autre part, de rester complice par son silence de ce qu'il considérait comme un crime judiciaire, Picquart résolut d'attendre jusqu'à ce qu'une occasion favorable, un changement de ministère, par exemple, lui permit d'avertir le gouvernement. Il savait bien que s'il offrait sa démission, pour recouvrer ainsi sa liberté d'action, cette démission ne serait pas acceptée et qu'une semblable démarche attirerait sur sa tête de nouvelles machinations, fatales peut-être cette fois. Néanmoins, tourmenté par sa conscience, il avait commencé à entamer des négociations pour passer dans l'infanterie de marine et échapper ainsi tout au moins à l'autorité de ses anciens chefs, lorsque l'incident Henry vint précipiter les événements. Cet incident montra à Picquart de la façon la plus claire qu'il était menacé plus sérieusement qu'il ne le pensait et qu'on pouvait se débarrasser de lui, d'un moment à l'autre, en usant, comme on l'avait fait pour Dreyfus, d'un huis clos et de pièces secrètes. Dans ces conditions, il pensa qu'il était grand temps non seulement de prendre des mesures de défense dans son propre intérêt, mais encore de sauvegarder les intérêts supérieurs de la Vérité et de la Justice en sortant de la réserve absolue qu'il avait observée jusque-là. Il fit alors sa démarche auprès de Leblois et lui confia ce qu'il pensait être le minimum indispensable pour empêcher le succès de toute nouvelle tentative criminelle. Il garda pour lui les nombreux secrets que ses fonctions lui avaient permis de connaître au sujet des affaires Dreyfus et Esterhazy, avec l'intention formelle de ne les révéler que quand il y serait autorisé dans les formes légales.

C'est ce qu'il a fait et il n'a pour s'en rendre compte qu'à consulter ses déclarations à l'Instruction Fabre et à l'Instruction Tavernier, ainsi que les mémoires qu'il a adressés à M. le garde des sceaux, en septembre 1898, sur la demande du gouvernement.

II

Communication à Leblois du dossier secret Dreyfus

Cette communication, que Picquart fit absolument, fait l'objet du paragraphe III du réquisitoire de M. le substitut Siben. Elle est également retenue dans le rapport de M. le capitaine Tavernier. Les témoignages sur lesquels s'appuie l'accusation sont ceux de MM. Henry, Gribelin, Capiex, concierge au ministère de la guerre ; Guéné, agent du service des renseignements, et accessoirement le témoignage du général Goussier.

Il est curieux de remarquer, dès le début, que M. Siben retient les témoignages d'Henry et de Gribelin, mais qu'il ne retient pas celui de Capiex, trop en désaccord avec l'alibi parfaitement démontré de Leblois. Quant au témoignage si suspect de Guéné, l'autorité militaire n'avait pas encore osé le produire à l'Instruction Fabre, bien qu'elle en fût armée dès le 30 octobre 1896, alors que Picquart était encore chef du service des renseignements.

Par contre, à l'Instruction Tavernier, on abandonne complètement le témoignage d'Henry, qui est pourtant le plus net et le plus explicite ; c'est que dans l'intervalle Henry a été convaincu, de faux, et que ses accusations contre Picquart peuvent d'autant moins être prises

en considération qu'il avait un intérêt capital à amener la perte de son ancien chef. N'était-ce pas Picquart qui, dès novembre 1896, traitait de faux la pièce qu'Henry avait produite comme une preuve indéniable de la culpabilité de Dreyfus ? Cette assertion n'avait-elle pas été répétée en pleine Cour d'assises au procès Zola, et Picquart n'aurait-il pas de la prouver devant toute juridiction compétente, dans la lettre qu'il écrivait au président du Conseil le 9 juillet 1898 ?

Mais l'absence du témoignage d'Henry affaiblit l'accusation d'une manière vraiment trop sensible. On y supplée en ramenant Capiex, et en produisant pour la première fois Guéné malgré tout ce que ce témoin présente de suspect, ainsi qu'il sera montré plus loin.

En ce qui concerne Gribelin, le seul dont le parole soit invoquée à la fois par M. Siben et par le capitaine Tavernier, il suffit de rappeler que c'est cet archiviste qui, affublé de lunettes bleues, a joué un rôle si singulier dans les machinations destinées à innocenter Esterhazy. Il a toujours été l'ami, le collaborateur le plus fidèle et le plus dévoué d'Henry, et le général de Pellieux accorde à son témoignage la même valeur qu'à celui d'Henry. Voici ce que dit, en effet, cet officier général à l'Instruction Fabre (cote 29, phrase finale) : « A l'audience du Conseil de guerre, il (Picquart) s'est trouvé en contradiction absolue avec le colonel Henry et l'archiviste Gribelin au sujet de la pièce secrète : « Ce canaille de D... ». Il ne m'est pas apparu qu'il y ait eu des contradictions dans les déclarations de ces deux témoins ; leur honnabilité rend leur témoignage inattaquable. » Un peu plus d'un mois après, Henry avouait qu'il était un faussaire et se coupait la gorge ; plus tard, l'enquête de la Cour de cassation relevait à son actif d'autres actes coupables, et démontrait que Gribelin était entre ses mains un instrument docile.

Ceci dit, passons à l'examen détaillé des diverses dépositions.

Deposition d'Henry

Devant le général de Pellieux, Henry dit :

Je me souviens qu'en octobre 1896, entrant un jour brusquement dans le bureau du colonel, je l'ai vu assis auprès de M. Leblois, ayant devant eux, ouvert, le dossier secret qu'ils examinaient ensemble.

J'ai reconnu, notamment, une photographie de la pièce secrète sur laquelle il est parlé de « Ce canaille de D... ».

Et sur demande, Henry ajoute cette phrase qui indique avec évidence à quoi tend sa déposition :

Mon opinion est que cette pièce n'a pu sortir du ministère que par la faute ou la négligence du colonel Picquart, qui seul pouvait avoir entre les mains depuis l'époque où il avait ouvert le dossier secret (septembre 1896), car il n'en existait pas autre part que dans ce dossier.

Autrement dit le document libérateur n'a pu être livré à Esterhazy que par la faute de Picquart.

Devant le commandant Ravary, Henry dit :

Je me souviens parfaitement qu'un jour, c'était, je crois, en octobre 1896, entrant brusquement dans le bureau du colonel, je l'ai vu assis auprès de M. Leblois, et ils avaient devant eux, ouvert, le dossier secret qu'ils examinaient ensemble. Je me souviens qu'une photographie portant ces mots : « Ce canaille de D... », était sortie du dossier et se trouvait sur le bureau même, près du coude du colonel Picquart.

Au huis clos de guerre Esterhazy, Henry dépose à huis clos : mais Picquart avait demandé à être confronté avec les témoins dont les dires seraient en contradiction avec les siens. Sa demande lui fut accordée et il fut confronté avec Henry qui répéta à peu près ce qu'il précède. Picquart ayant donné à Henry un démenti formel, Henry se montra embarrassé et on ne procéda plus à aucune confrontation avec Picquart, malgré la promesse faite.

Au procès Zola, Henry, pressé de questions par la défense, donne des détails qui atténuent ses déclarations devant le général de Pellieux et le commandant Ravary.

Il dit notamment (I. P. 362) :

Elle (l'enveloppe du dossier secret) était ouverte ; il y avait écrit dessus « dossier secret » ; la photographie sortait de l'enveloppe à peu près au quart, si vous voulez, ou au tiers.

— Il y avait une autre pièce sortie du dossier ?

R. — Non.

D. — Le reste du dossier était dans l'enveloppe ?

R. — Très probablement. Je n'ai vu que cette pièce de sortie.

Et plus loin, interpellé sur la question de savoir si Leblois et Picquart compulsaient le dossier, Henry répond :

Quand je dis compulser, si ce n'est pas effectif, c'est au moins au figuré. On a un dossier devant soi ; pourquoi est-ce faire ?

A l'Instruction Fabre (cote 19), Henry fait une déclaration qui se rapproche de celle du procès Zola. Il dit :

Un soir, en 1896, en octobre je crois... entrant dans la pièce du colonel Picquart, j'ai vu ce dernier assis devant son bureau, à droite, — M. Leblois assis à côté de lui également devant le bureau et à sa gauche : ils étaient tous deux près l'un de l'autre. Il y avait toutes sortes de choses sur le bureau du colonel Picquart, documents et papiers, et en face de Leblois et de lui se trouvait un dossier secret que j'ai parfaitement reconnu à cause de l'enveloppe, mais aussi à cause d'une pièce qui en sortait en partie, pièce photographiée et secrète portant les mots : « Ce canaille de D... ».

Je ne puis affirmer qu'au moment où je suis entré le colonel Picquart et Leblois compulsaient le dossier secret, mais c'est plutôt ma conviction.

Je n'ai pas remarqué qu'ils aient cherché à dissimuler quelque chose.

Plus tard (voir cote 113) Henry donne des explications complémentaires à M. le juge d'Instruction Fabre au ministère de la guerre, et il est visible que dans ces explications il cherche à concilier les divergences qui existent entre ses déclarations au moment du procès Esterhazy et celles qu'il avait faites au procès Zola. D'après les premières déclarations, la pièce Ce canaille de D... était sortie de l'enveloppe ; d'après les secondes, elle ne sortait que du tiers ou du quart. Dans les explications qui figurent à la cote 113, la pièce était sortie de l'enveloppe, mais cette enveloppe posée dessus la recouvrait d'un tiers ou de la moitié environ.

Une chose importante à retenir de la déclaration que l'on trouve à la cote 113

de l'Instruction Fabre, c'est la description de l'état dans lequel se trouvait l'enveloppe du dossier secret, car cette description diffère totalement de celle que donne Gribelin. Nous y reviendrons à propos de ce dernier. En tous cas, voici ce que dit Henry :

Cette enveloppe était ouverte ; la partie supérieure de la fermeture qui portait une partie de mon paraphe au crayon bleu était étendue sur le bureau, du côté opposé à Picquart ; l'enveloppe était posée sur le verso, de sorte que l'on voyait sur le recto les mots écrits par moi au crayon bleu : « Dossier secret » et la lettre D que j'avais tracée dans un des angles de l'enveloppe.

Lors de sa confrontation avec Picquart devant M. Fabre, Henry dit :

Je persiste dans ce que j'ai dit : c'est bien Leblois que j'ai vu avec le colonel Picquart dans les circonstances que j'ai indiquées.

Toutefois, lorsque Picquart lui eut demandé s'il était bien sûr de ne pas s'être trompé, si ce n'était pas quelqu'autre personne qu'il avait vue assise près du bureau, Henry se mit à hésiter, et au nom de M. Mittelhauser, commissaire spécial de police, il parut disposé à admettre que ce pût être cette personne. A ce moment M. Fabre interrompit le dialogue en disant que c'était lui et non pas l'inculpé qui avait à diriger la confrontation. De cet incident il ne reste de trace dans le procès-verbal de confrontation que le passage suivant (cote 122) :

D. — Êtes-vous bien certain de ne pas avoir fait de confusion, et considérez-vous qu'il soit absolument impossible que vous ayez vu ou pris une autre personne pour M. Leblois ?

Henry. — Absolument impossible, je ne puis le dire ; mais je suis bien certain que c'était Leblois.

Mais à un autre endroit Picquart rappelle l'hésitation d'Henry devant le nom de M. Mittelhauser, et le fait se trouve inscrit dans le procès-verbal de l'interrogatoire du 18 août 1898 (cote 167). Il est donc officiellement constaté.

Mais il est encore un autre ordre d'idées qui tend à infirmer les dires d'Henry ; c'est que Leblois était absent de Paris du 5 août au 7 novembre 1896. Par conséquent, Henry n'a pas pu voir Leblois et Picquart ayant devant eux, en octobre, le dossier secret.

Il est vrai que pour enlever sa valeur à l'alibi de Leblois, qui est gênant, on a cherché depuis à dire que la scène avait dû se passer vers le 12 novembre, et non plus en octobre. (Déclaration du général Goussier, procès Zola, t. I, p. 377.)

Mais déjà, auparavant, M. Albert Clémenceau avait fait ressortir d'une manière très claire au procès Zola, en se servant des propres déclarations d'Henry, que Picquart ne pouvait plus avoir entre les mains le dossier secret le 7 novembre, jour du retour de Leblois. (Zola, t. I, p. 374.)

D'ailleurs, il y aura lieu de revenir encore sur cette question. Nous aurons l'occasion de montrer que Picquart n'avait plus entre les mains ce dossier fin octobre, puisque, de l'aveu d'Henry, la pièce connue sous le nom de faux Henry a été fabriquée le 31 octobre, et qu'il était nécessaire qu'Henry eût à sa disposition ce dossier secret pour pouvoir fabriquer le faux.

Pour conclure, on peut retenir dès à présent ce qui suit des dépositions d'Henry :

1° Une divergence entre les détails donnés par Henry lors du procès Esterhazy et ceux qu'il a donnés au procès Zola. Henry tâche de concilier ces divergences devant M. le juge d'Instruction Fabre, mais il se trouve ainsi amené à décrire des particularités de l'enveloppe du dossier secret qui sont en contradiction avec les particularités signalées par Gribelin.

Devant la justice militaire, étant presque sûr du secret et du huis clos, Henry affirme que Leblois et Picquart examinaient le dossier.

Devant la justice civile, opérant au grand jour, Henry n'ose plus l'affirmer.

2° Henry hésite dans sa confrontation avec Picquart, lorsqu'on lui demande si c'est bien Leblois qu'il a vu assis près de Picquart lorsque le dossier secret était sur la table.

3° Henry se trouve en contradiction avec l'alibi indéniable de Leblois ; il prétend avoir vu Leblois dans le bureau de Picquart en octobre ; or Leblois n'est rentré à Paris que le 7 novembre, lorsque le dossier secret n'était plus entre les mains de Picquart.

Depositions de Gribelin

A l'enquête Pellieux, Gribelin dit :

Je me rappelle parfaitement être entré chez le colonel Picquart un soir, vers six heures ou six heures et demie, au moment où j'allais quitter le bureau. M. Leblois était chez le colonel, assis à sa gauche à l'angle de son bureau. Le dossier des pigeons voyageurs non ouvert se trouvait juste en face du colonel. Entre le colonel et M. Leblois se trouvait l'enveloppe renfermant le dossier secret de Dreyfus, étalé et sous leurs yeux...

Quoi qu'il en soit, ce dossier étant resté entre les mains du colonel pendant une période d'au moins deux mois, il a été possible qu'une pièce en ait été soustraite pendant quelque temps pour être photographiée à l'extérieur du ministère.

Gribelin n'attend pas, comme Henry, qu'on le questionne. Il dévoile de lui-même, crânement et naïvement, quel est le but de sa déposition : expliquer qu'une photographie de la pièce « Ce canaille de D... », autrement dit que le document libérateur sorti du ministère et ait pu se trouver entre les mains d'Esterhazy.

A l'Instruction Ravary, Gribelin dit qu'il confirme toutes ses déclarations à l'enquête Pellieux, et il ajoute, sur interpellation :

Je n'ai pas vu M. Leblois compulser le dossier ; ce dossier était placé entre le colonel Picquart et M. Leblois qui étaient assis à la même table, à un mètre l'un de l'autre ; le dossier se trouvait à la gauche du colonel Picquart, dans son enveloppe.

Gribelin ne parle déjà plus de dossier étalé, comme il avait dit devant le général de Pellieux.

Au Conseil de guerre Esterhazy, Gribelin a déposé à huis clos ; il est impossible de savoir ce qu'il y a dit, car il n'a pas été confronté avec Picquart, malgré les vives instances de ce dernier et malgré la promesse que lui avait faite faite par le général Lux. (I. p. 157 et suiv.)

Au procès Zola (I. p. 157 et suiv.), Gribelin plaça la scène au mois d'octobre ou vers le mois de novembre ; il précise aussi ses renseignements précé-

dents en disant au sujet du dossier secret Dreyfus :

Il y avait à gauche du colonel Picquart, par conséquent juste devant M. Leblois, un autre dossier secret sous enveloppe, mais sous enveloppe ouverte ; l'enveloppe avait été coupée.

Plus loin, Gribelin dit :

C'était une enveloppe en papier bulle au dos de laquelle le colonel Henry avait mis un paraphe.

Et plus loin encore :

... Parce qu'il (Henry) ne voulait pas que l'enveloppe fût ouverte en son absence.

A un autre moment, Gribelin dit (p. 241) :

... L'enveloppe était coupée dans le sens longitudinal.

Lors de sa confrontation avec Picquart (I. p. 327), Gribelin dit :

Au moment où je l'ai remis (l'enveloppe), je ne puis affirmer qu'elle était fermée ou ouverte, mais, quand je l'ai vue, il y avait des cotés de l'enveloppe ouvert.

La première partie de cette déclaration ne concorde pas avec l'allégation émise un peu auparavant par Gribelin lorsqu'il dit que l'enveloppe portait un paraphe qu'il y avait mis Henry pour qu'on n'ouvrit pas le dossier en son absence.

A l'Instruction Fabre, Gribelin dit (cote 22), en parlant de l'état de l'enveloppe au moment où il l'aurait vue entre Picquart et Leblois :

L'enveloppe était ouverte, mais aucune pièce apparente n'en sortait.

Il précise davantage la date de l'incident par ces mots :

Je puis placer la visite de M. Leblois à Picquart, dont je viens de parler, tout à fait à la fin d'octobre ou



était toujours couverte de livres et de dossiers, et Gribelin seul s'en servait pour y déposer le portefeuille pendant qu'il manipulait les fonds.

Si donc l'imagination de Capiaux ne lui a pas permis d'inventer de toutes pièces une scène entre Leblois et Picquart, du moins a-t-il cherché à appliquer à ceux-ci une scène qui n'a pu se passer, de toute évidence, qu'entre Picquart et Gribelin.

Il serait assez intéressant d'interroger de près Capiaux sur les propos que lui a tenus Gribelin au sujet de ce qu'il pouvait savoir. Il ressort, en effet, des déclarations mêmes de Gribelin que c'est lui qui a signalé tout d'abord que Capiaux avait quelque chose à dire (instruction Fabre, cote 22). Or la déposition du commissaire spécial Toms devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation montre que Gribelin ne s'est pas fait faute, dans une occasion que Toms précise, de chercher à exercer une pression sur un agent pour en obtenir une déclaration contre Picquart (Voir pièce annexée n° 4). Ce précédent autorise, invite même à rechercher si avec Capiaux Gribelin ne s'est pas livré à des manœuvres du même genre.

Il convient de comparer à la déposition de Capiaux celle du capitaine Valdant (Instruction Fabre, cote 24). Cet officier avait dans son bureau l'appareil téléphonique qui annonçait les visites. C'est lui qui disait s'il fallait faire monter les visiteurs ou non. Il était donc au courant, aussi bien que le concierge, du nom de toutes les personnes qui entraient au bureau. Or, Valdant dit bien que Leblois venait fréquemment pendant le premier semestre 1896, mais il est muet en ce qui concerne le deuxième semestre et se borne à dire que lui, Valdant, s'est absenté pendant la deuxième quinzaine d'octobre et la première quinzaine de novembre.

A l'instruction Tavernier, les affirmations de Capiaux sont les mêmes qu'à l'instruction Fabre.

En résumé, ce qu'a dit Capiaux est démenti formellement par l'alibi de Leblois et n'est pas confirmé par la déposition de Valdant. De plus, l'incident du coffre-fort rend extrêmement suspecte la sincérité ou tout au moins la vraisemblance des dires de Capiaux.

Capiaux est d'ailleurs un homme d'une intelligence au-dessous de la moyenne, qui, dans les premiers temps où il a occupé sa situation de concierge (à partir du 15 août 1896), s'est trouvé complètement débordé en voyant passer devant lui chaque jour des centaines de personnes. Il paraît donc bien extraordinaire qu'il se soit souvenu si bien de Leblois, qu'il n'aurait forcément plus revu depuis deux ans quand il a déposé.

#### Déposition de Guénée

Lors de l'instruction Tavernier, il n'était plus possible de tabler sur les assertions d'Henry, faussaire avéré; pour chercher à prouver les prétendues communications à Leblois du dossier secret Dreyfus, on eut recours au témoignage de l'agent Guénée.

On joignit en outre au dossier deux rapports de cet agent datés, l'un du 30 octobre 1896, l'autre du 21 novembre 1896, et corroborant ce témoignage. Picquart n'a eu d'ailleurs connaissance de ces rapports qu'après la clôture de l'instruction Tavernier.

Dans le rapport du 30 octobre, Guénée dit qu'en septembre Picquart lui a avoué s'être ouvert, au sujet de l'affaire Dreyfus, à un vieil ami; le rapport dit textuellement :

Ah! c'est que, vous savez, j'ai étudié cette affaire, tout pesé, tout examiné; je m'en suis ouvert à un vieil ami qui m'a toujours bien conseillé et dans lequel j'ai toute confiance...

Dans le rapport du 21 novembre, le propos devient le suivant :

Ah! c'est que moi, voyez-vous, monsieur Guénée, quand je me trouve en présence d'une affaire délicate, que j'ai à prendre une mesure grave, j'ai l'habitude d'aller consulter un vieil ami à moi qui demeure près d'ici...

Et Guénée ajoute que, d'après ses investigations, cet ami est Leblois.

Enfin, dans la déposition du 19 octobre 1898, Guénée dit que Picquart lui a tenu ce langage :

J'ai l'habitude de prendre conseil d'un vieil ami à moi, avocat, qui demeure tout près d'ici... Or, nous avons compulsé ensemble le dossier Dreyfus...

Ainsi, d'après le rapport du 30 octobre 1896, Picquart aurait dit qu'il avait consulté sur l'affaire Dreyfus un vieil ami.

Dans le rapport du 21 novembre 1896, ce vieil ami devient un vieil ami demeurant près du ministère.

Dans la déposition du 19 octobre 1898, c'est un vieil ami demeurant près du ministère et avocat; il n'a plus seulement été consulté; on a compulsé avec lui le dossier Dreyfus.

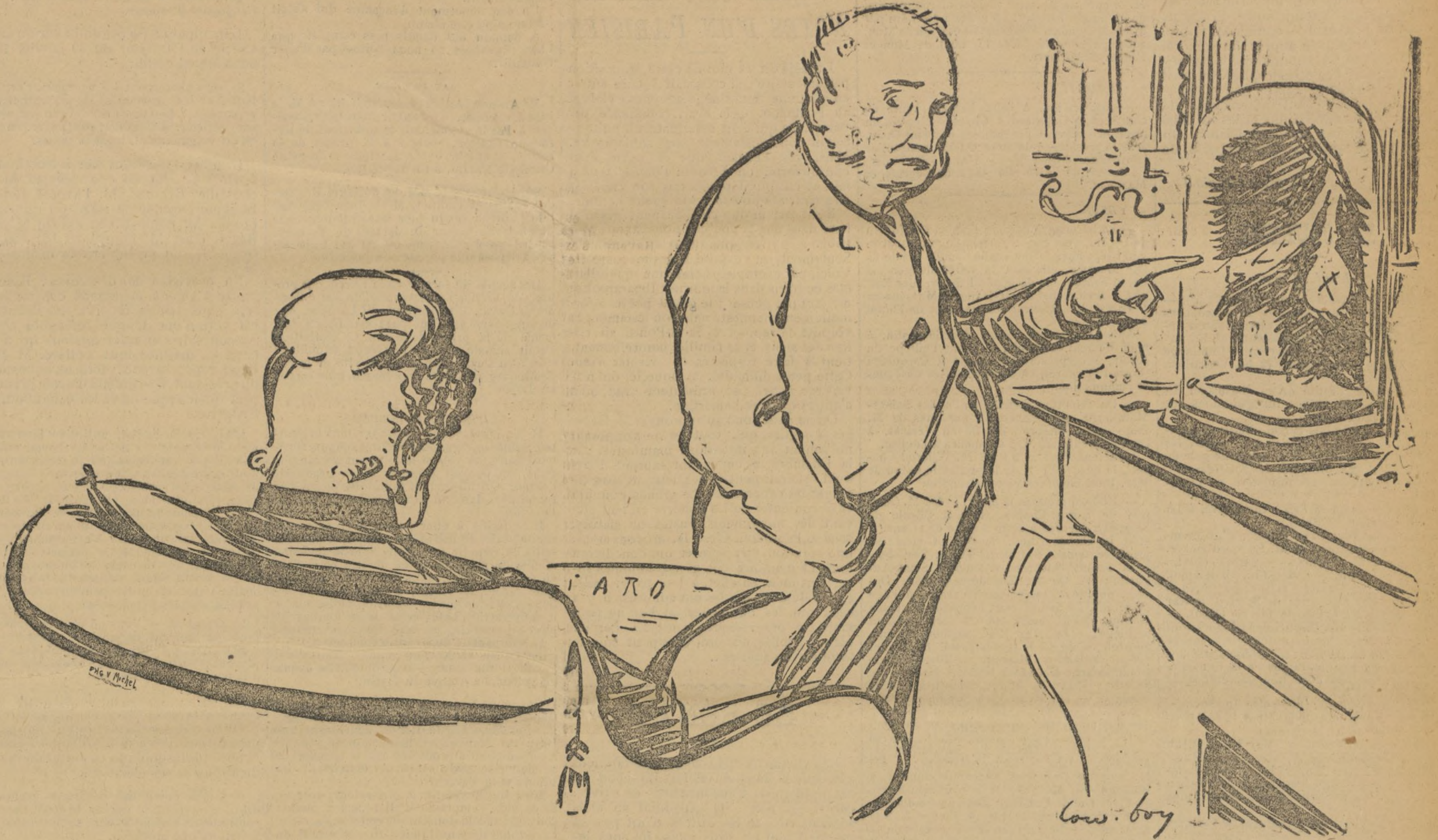
La gradation est frappante; la fausseté du témoignage de Guénée est flagrante. Sans compter tout ce qu'ont d'invasemblable des confidences faites par Picquart à un agent subalterne tel que Guénée, les assertions de celui-ci sont en contradiction formelle avec l'alibi de Leblois, qui a quitté Paris le 7 août pour n'y rentrer que le 7 novembre et qui était, par conséquent, absent pendant tout le temps où Picquart a eu entre les mains le dossier secret.

Le rapport du 30 octobre débute d'ailleurs par des indications absolument inexactes sur les tendances du journal l'Eclair; Guénée attribue à son directeur, Sabatier, et à l'ami de celui-ci, le député Castelin, des relations avec les familles Dreyfus et Hadamard, relations entièrement imaginaires; d'autant plus que, contrairement aux informations données par Guénée, l'Eclair a toujours été très hostile à Dreyfus. Nous verrons plus tard le but de ces affirmations mensongères.

Il y a lieu de remarquer, du reste, que Guénée était le bras droit d'Henry, son collaborateur dans l'affaire Dreyfus, à laquelle il a pris la part la plus active; c'est lui qui a fourni l'indication que quel qu'un trahissait au deuxième bureau en 1894; c'est lui qui a fourni de faux renseignements sur les maisons de jeu qu'aurait fréquentées Dreyfus, sur les femmes avec lesquelles il aurait eu des relations; c'est lui qui a établi la pièce du dossier secret que Picquart cite sous le n° 4, dans son Mémoire du 14 septembre 1898, pièce contenant l'histoire la plus absurde et la plus invraisemblable au sujet du voyage d'un attaché militaire espagnol en Suisse.

Les dates des rapports de Guénée sont d'ailleurs loin d'être indifférentes, et demandent à être examinées de près.

## La fin des Liges.



— Il faut remettre la pendule.

Le premier rapport est du 30 octobre 1896; le faux Henry est du 31 octobre. Ce rapport est corrélatif du faux. Il avait évidemment pour but de faire croire à l'indiscrétion de Picquart, à amener son renvoi de la section de statistique; lui présent, il était certain qu'on ne pourrait être tranquille; on le connaissait, on savait bien qu'il dénoncerait le faux dès qu'il l'aurait vu; il fallait éviter cette catastrophe.

Le deuxième rapport est du 21 novembre 1896. Il convient de rapprocher ce rapport de la lettre du général Gonse adressée à Picquart et datée du même jour (Instruction Fabre, cote 43). On avait obtenu du ministre que Picquart fût envoyé en mission dans l'Est, mais cette mission allait prendre fin. Picquart avait même annoncé au général Gonse qu'il allait repasser par Paris pour prendre un peu de linge avant de terminer sa tournée. A cette nouvelle d'un retour, même momentané, à Paris, le général se trouble; il fait envoyer des télégrammes pressants à Picquart pour lui dire d'attendre une lettre qui lui donnera de nouvelles instructions; cette lettre, c'est celle du 21 novembre, où le général Gonse dit à Picquart qu'en vertu des ordres du ministre, il ne doit pas rentrer à Paris, mais que sa mission va être étendue aux 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> corps. Et comment a-t-on obtenu cette nouvelle décision du ministre? De toute évidence, par le nouveau rapport Guénée qui cette fois précise, qui montre que c'est avec Leblois que Picquart s'est occupé du dossier secret Dreyfus, et qui, en affirmant faussement que Leblois s'occupe de spiritisme, prépare l'apparition du faux Speranza, fabriqué le 15 décembre suivant et émanant en apparence d'un milieu de spirites.

Une autre considération très grave, à laquelle amène l'examen des dates des rapports Guénée, est la suivante: Le rapport du 30 octobre a été établi pendant que Picquart était encore chef du service des renseignements, pendant qu'il était encore le chef de Guénée. Ce n'est certainement pas de sa propre initiative que Guénée a fait ce rapport. Qui le lui a demandé? A qui l'a-t-il remis? Comment Picquart n'en a-t-il eu connaissance qu'en novembre 1898, après la clôture de l'instruction Tavernier? Pourquoi ses chefs ne lui ont-ils demandé aucun compte de l'accusation qui y est portée? Sur le moment même, il eût été bien facile à Picquart de se disculper.

En tenant cette pièce secrète en réserve, on évitait les contradictions de Picquart et les réfutations qu'il eût victorieusement produites. C'est la même tactique odieuse et déloyale qui a été employée pour Dreyfus: celle des pièces secrètes avec lesquelles on accuse alors que la victime ignore jusqu'à la nature de l'accusation.

On peut se demander comment, dès novembre 1896, Guénée a pu désigner Leblois comme une personne à qui Picquart pouvait vraisemblablement faire des confidences. Il n'y a pour se l'expliquer qu'à considérer que Picquart avait mis Leblois en rapport avec Henry au sujet de l'affaire Boullot, que Leblois était venu fréquemment au bureau des renseignements, à propos de la question des pigeons voyageurs, et qu'il était par conséquent très connu d'Henry, dont Guénée était l'instrument.

Henry avait d'ailleurs choisi très habilement sa victime, puisque c'est bien réellement à Leblois que Picquart s'est adressé plus tard, en juin 1897, lorsqu'il a eu à se défendre.

**Epoque à laquelle Picquart a eu entre les mains le dossier secret Dreyfus.**

Avant d'aller plus loin et de révoir, dans un tableau d'ensemble, dans quel but ont été produits les témoignages d'Henry, de Gribelin, de Capiaux et de Guénée, il est nécessaire d'établir, aussi exactement que possible, à quelle époque Picquart a pris connaissance du dossier secret Dreyfus, et à quelle époque le général Gonse le lui a remis.

Au sujet de l'époque à laquelle Gribelin a remis le dossier secret à Picquart, il n'y a pas de doute: c'est évidemment fin août 1896. Gribelin indique lui-même cette époque comme comprise entre le 28 août et le 4 septembre (Instruction Fabre, cote 22). Et dès le 1<sup>er</sup> septembre Picquart avait fait une note sur Esterhazy, après avoir pris connaissance du dossier secret; dès le 1<sup>er</sup> septembre il avait communiqué cette note au général de Boisdeffre. Ses affirmations à ce sujet n'ont jamais été contredites, et la note, d'ailleurs, existe au dossier.

Quant à la date à laquelle Picquart a rendu ce dossier au général Gonse, on l'a fait varier suivant les besoins de la cause. Gribelin a dit d'abord que ce dossier n'avait été retrouvé qu'après le départ de Picquart, qui eut lieu le 16 novembre 1896 (Enquête Pellieux, déposition du 1<sup>er</sup> décembre 1897); puis, comme il n'était pas possible de soutenir que le dossier n'avait pas été rendu par Picquart avant son départ, on fixa la date de la remise vers le 12 novembre, afin d'établir que Leblois, qui était rentré à Paris le 7, avait pu le voir.

Or, M<sup>re</sup> Clemenceau a montré très clairement, au procès Zola (I, p. 374), que, d'après les déclarations mêmes d'Henry, ce dossier avait dû rentrer entre les mains du général Gonse plusieurs jours auparavant et, en tout cas, à une date antérieure au 7 novembre.

Enfin, il y a une dernière raison qui permet d'affirmer que le dossier secret a dû être rendu par Picquart fin octobre, c'est que, pour faire son faux, Henry avait besoin des pièces contenues dans ce dossier. Ce dossier ne contenait, en effet, pas seulement les quatre pièces qui probablément ont été communiquées aux juges du procès de 1894; on y trouvait encore (voir Instruction Fabre, cote 122) des pièces de correspondance complètes, propres à servir de modèle ou d'élément pour la confection du faux.

Il semble d'ailleurs que, pour le style, Henry, ou celui qui l'a employé à cette besogne, se soit attaché à imiter, en l'exagérant, la manière de s'exprimer employée dans la pièce n° 2 du dossier secret (celle où il est question de Davignon); Henry n'avait plus eu cette pièce sous les yeux depuis deux ans, et il lui eût été impossible de s'y reporter sans avoir les dossier secret entre les mains.

Or, d'après les aveux faits par Henry, son faux est du 31 octobre 1896 (voir le Compte rendu sténographique du procès de révision en octobre 1898, p. 98.). C'est donc antérieurement à cette date que le dossier secret a dû sortir des mains de Picquart.

**But des dépositions d'Henry, de Gribelin, de Capiaux et de Guénée.**

Il s'agit maintenant de démontrer quel a été le but des dépositions d'Henry, de Gribelin, de Capiaux, de Guénée; quelles ont été les machinations que leurs affirmations inexactes ont eu pour but d'établir.

Il n'y a, pour cela, qu'à suivre chronologiquement les diverses entreprises tentées contre Picquart; la tendance des témoignages ressort d'une manière éclatante quand on les met en regard des faits qui leur sont corrélatifs.

**1<sup>re</sup> Indiscrétion de l'Eclair et nécessité d'éloigner Picquart en lui faisant endosser la responsabilité de ces indiscrétions.** (Rapports de Guénée des 30 octobre et 21 novembre 1896.)

Parmi les machinations mises en œuvre, en septembre 1896, pour enrayer toute tentative de révision du procès Dreyfus, une des plus importantes a été la publication par le journal l'Eclair, des 10 et 15 septembre, de deux articles tendant à établir définitivement la culpabilité du condamné de 1894; le deuxième article, particulièrement détaillé, se terminait en affirmant que la condamnation avait été obtenue sur la production devant les juges, en chambre du Conseil, d'une pièce accablante, nommée Dreyfus, en toutes lettres.

Ceux qui avaient fait écrire l'article se

péraient sans doute clore définitivement le débat; mais le résultat ne fut pas aussi prompt. Mme Dreyfus, prenant texte de l'article de l'Eclair et informée d'ailleurs, depuis le mois de février 1896, par le docteur Gibert, de la communication d'une pièce secrète (voir Instruction Fabre, déposition Dreyfus, cote 142), envoyait à la Chambre des députés une pétition dans laquelle elle signalait l'illégalité commise.

D'autre part, le député Castelin annonçait, dans le courant d'octobre, l'intention d'interpeller sur l'affaire, et le général Billot, ministre de la guerre, était hésitant, car les indications que lui avait données Picquart n'étaient pas faites pour le persuader de la culpabilité de Dreyfus. Il fallait cependant l'amener à répondre catégoriquement à l'interpellation annoncée pour étouffer, une bonne fois, cette affaire toujours renaissante; il fallait aussi se débarrasser de Picquart dont les découvertes avaient ébranlé le ministre.

C'est alors qu'Henry fit le faux auquel il attribua la date du 31 octobre, tandis que Guénée fabriquait son rapport du 30 octobre, qui vise un double résultat: 1<sup>o</sup> faire croire que l'article de l'Eclair du 15 septembre est une manœuvre de la famille Dreyfus dont le développement se retrouve dans l'interpellation Castelin; 2<sup>o</sup> jeter un premier soupçon sur Picquart, en insinuant qu'il a pu être l'auteur ou la cause de l'indiscrétion commise par l'Eclair au sujet d'une communication de pièces secrètes au procès de 1894.

Il est de toute évidence que l'article de l'Eclair a été inspiré par le Paty, dont le style se révèle dans des paragraphes entiers (notamment celui qui est relatif à la perquisition chez Dreyfus le jour de son arrestation), et du Paty n'a pu agir ainsi que par la volonté d'Henry, qui a été le véritable auteur de la manœuvre. D'ailleurs, les allégations émises par Guénée dans son rapport. Enfin, il a été fait justice, plus haut, des affirmations du même Guénée en ce qui concerne la conversation qu'il aurait eue avec Picquart et dans laquelle celui-ci aurait avoué avoir consulté un ami au sujet de l'affaire Dreyfus.

Le rapport de Guénée, du 30 octobre, constitue donc une manœuvre bien caractérisée, corrélatrice au faux Henry, et destinée à nuire à Picquart dans l'esprit du ministre, tout en égarant celui-ci sur la personnalité des vrais inspirateurs de l'interpellation Castelin.

Picquart était parti en mission le 16 novembre 1896; cette mission ne devait s'étendre qu'aux 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> corps et ne durer qu'un temps limité. Mais ce n'était qu'une feinte; son éloignement définitif était résolu; il ne s'agissait que de le faire accepter par le ministre.

C'est alors que Guénée fait son rapport du 21 novembre 1896, où il amplifie le rapport du 30 octobre et désigne Leblois comme l'ami auprès duquel Picquart a fait des indiscrétions. Ce rapport a été caché soigneusement à Picquart, qui ne l'a connu qu'après l'instruction Tavernier; mais l'effet produit se reflète dans la lettre du général Gonse, datée également du 21 novembre (Instruction Fabre, cote 43) et dans laquelle cet officier général annonce à Picquart que sa mission est prolongée.

Ainsi, on fait faire à Guénée un rapport contre Picquart, destiné évidemment à agir sur l'esprit du ministre. On ne dit pas un mot à Picquart des accusations que contient ce rapport, et l'on garde même vis-à-vis de lui les apparences de la plus parfaite cordialité.

Mais ce n'est pas tout! Pour bien comprendre la valeur des rapports de Guénée, il est nécessaire de voir ce qui va suivre. Picquart n'est pas encore assez loin ni assez compromis; il faut qu'on l'envoie en Afrique et qu'il y reste. Quel prétexte nouveau trouvera-t-on pour amener son discrédit définitif? Il n'y en a pas; mais un faux fera l'affaire, et l'on fabrique le faux Speranza, daté du 15 décembre 1896. Ce faux, dont Pic-

quart n'a eu connaissance qu'à l'enquête Pellieux, en novembre 1897, le montre clairement comme affilié à un syndicat, à une société affectant des allures de spiritualisme et obéissant à un chef appelé « le demi-dieu ». Guénée a préparé cette légende en affirmant dans son rapport du 21 novembre 1896 que Leblois, l'ami de Picquart, « s'occupe de spiritisme pour occuper ses loisirs », ce qui est entièrement faux.

L'effet du faux Speranza, daté du 15 décembre 1896, apparaît dans la lettre du général Gonse datée du 19 décembre, où le général dit à Picquart de se rendre à Nice pour y rejoindre le ministre qui doit y arriver prochainement.

Par cette ruse, difficile à qualifier si l'on considère qu'elle est l'œuvre d'un chef qui avait le droit de commander, Gonse attire Picquart sur le littoral, continue à le berner avec la même histoire par les lettres du 22 et du 23 décembre, et enfin quand toutes les mesures de détail sont prises pour l'embarquement de Picquart, il se démasque brusquement dans sa lettre du 26, où sans dire encore à Picquart toute la vérité, c'est-à-dire son affectation au 4<sup>e</sup> tirailleurs, il lui fait connaître avec toutes sortes de précautions et de détours qu'on l'envoie en Afrique, et ceci arrive à Picquart trente heures avant le départ du bateau. (Voir les lettres au dossier Fabre.)

De tout ce qui précède, on voit que les rapports de Guénée n'ont eu pour but que de donner des indications fausses sur les auteurs de l'indiscrétion de l'Eclair et de préparer peu à peu l'éloignement de Picquart. Le rapport du 21 novembre se relie même par la question du spiritisme au faux Speranza, qui a eu évidemment pour objet d'amener définitivement le départ de Picquart pour l'Afrique ou tout au moins de servir d'arme secrète pour le cas où Picquart se révolterait et demanderait des explications au sujet du traitement étrange qu'on lui faisait subir.

On peut juger par là du degré de sincérité des rapports de Guénée et par conséquent de la valeur de son témoignage du 19 octobre 1898, qui n'est que la reproduction amplifiée de ses rapports.

**2<sup>e</sup> Nécessité d'expliquer la sortie d'un document secret du ministère de la guerre et sa remise à Esterhazy.** (Déposition d'Henry et de Gribelin.)

Lorsque M. Scheurer-Kestner eut annoncé au commandant Bertin, le 16 octobre 1897, qu'il allait s'occuper définitivement de la révision du procès Dreyfus, l'état-major fut immédiatement prévenu, et, sentant qu'Esterhazy allait être compromis, il se mit à l'œuvre pour le sauver.

Un des principaux moyens employés pour intéresser le gouvernement à s'occuper d'Esterhazy fut le chantage opéré vis-à-vis de M. le Président de la République au moyen de la pièce « ce canaille de D... » qu'Esterhazy menaçait de divulguer si on ne le protégeait pas.

Ce chantage ressort clairement des trois lettres adressées par Esterhazy au Président de la République fin octobre et commencement de novembre 1897, lettres qui lui furent dictées ou suggérées par le Paty, ainsi qu'il ressort de l'enquête de la Chambre criminelle de la Cour de cassation.

Dans ces lettres, Picquart est d'ailleurs nettement accusé d'avoir, par négligence, laissé tomber une photographie du document libérateur (pièce ce canaille de D...) entre les mains d'une femme qui l'aurait ensuite remise à Esterhazy.

Cette accusation trouva créance auprès du gouvernement, puisque au début de novembre 1897 Picquart fut interrogé à ce sujet en Tunisie par le général Leclerc, qui avait reçu du ministre de la guerre un télégramme commençant à peu près ainsi :

Le gouvernement a reçu des lettres l'informant que le lieutenant-colonel Picquart s'est laissé voler par une femme la photographie d'un document secret, etc.

La réponse de Picquart fut nette et

catégorique; il démontra qu'il ne s'était pas laissé voler et qu'il ne pouvait s'être laissé voler une pièce de ce genre, et il n'en fut plus question.

Mais à l'enquête de Pellieux, à l'instruction Ravary, il fallut bien qu'Esterhazy rééditât son histoire d'un document qui lui aurait été remis par une femme après avoir été volé à Picquart, et par suite il fallut bien trouver une apparence d'indiscrétion commise par Picquart au sujet de cette pièce.

Henry et Gribelin s'en chargèrent. Gribelin se borna à dire qu'il avait vu le dossier secret entre Leblois et Picquart dans le bureau de ce dernier; mais Henry ajouta qu'il avait vu la même scène et que du dossier était sortie la photographie de la pièce « ce canaille de D... ».

Afin qu'on ne se méprit pas sur la portée de leur déclaration, Gribelin et Henry dirent très catégoriquement, le premier : que Picquart avait pu faire photographier en dehors du ministère une pièce du dossier secret; Henry : que le document libérateur n'avait pu sortir du ministère que par la faute de Picquart.

Ainsi, les dépositions d'Henry et de Gribelin ont eu pour but de démontrer (ces deux témoins le disent eux-mêmes explicitement) que si le document libérateur est sorti du ministère ce n'a pu être que par la faute de Picquart.

Chose étonnante! le coup a porté et le rapport du commandant Ravary ne laisse aucun doute à cet égard; après avoir exposé la scène entre Picquart et Leblois, telle que la rapporte Henry, il dit en effet : Si l'on considère que c'est une pièce identique qui a été renvoyée au ministère de la guerre par l'inculpé (Esterhazy), on est amené fatalement à se demander si la corrélation qui existe entre les deux faits n'est point le résultat de cette indiscrétion.

Ainsi on admet sans peine que la pièce qu'Henry a vu sortir du dossier secret est tout justement celle qui plus tard se trouva entre les mains d'Esterhazy.

Le dossier secret contenait onze ou douze pièces dont quelques-unes au moins aussi intéressantes que la pièce « ce canaille de D... » au point de vue de l'innocence de Dreyfus; mais ce n'est aucune de ces pièces-là qu'Henry a vu sortir; il n'en a vu qu'une, la pièce « ce canaille de D... » ou plutôt non, il n'en a pas vu l'original, bien qu'il fût également au dossier; ce qu'il a vu c'en est la photographie, cette photographie qu'un an après une dame volée remettra à Esterhazy pour le sauver. On ne peut trouver une invraisemblance plus criante ni une manœuvre plus lourdement machinée, et cependant tel a été l'aveuglement et le parti-pris, que cette légende a été parfaitement reconnue et admise, et qu'elle a amené d'ailleurs Picquart d'abord devant un conseil d'enquête, puis devant le juge d'instruction et ensuite devant le capitaine rapporteur. Est-il vraiment possible qu'elle subsiste encore après le suicide d'Henry, les révélations de Christian Esterhazy et celles que Walsin-Esterhazy lui-même a faites devant la Chambre criminelle de la Cour de cassation?

Une fois engagés dans cette voie, Henry et Gribelin n'ont plus pu revenir en arrière. Ils pensaient peut-être que l'enquête Pellieux clorait tout et que leur récit, tel qu'il a été fait à cette enquête (et que Picquart n'a connu qu'à l'instruction Tavernier), resterait secret; mais à l'enquête Pellieux a succédé l'instruction Ravary, puis le Conseil de guerre Esterhazy, et il a fallu enfin s'expliquer au grand jour au procès Zola. On se rappelle la répugnance d'Henry à venir déposer; il était d'abord soi-disant en mission, puis il était malade; enfin, il a bien dû rééditer en public ce qu'il avait dit jusque-là à huis clos, mais il s'est gardé, ainsi d'ailleurs que Gribelin, d'insister comme autrefois sur la corrélation entre la soi-disant indiscrétion de Picquart et l'histoire du document libérateur; la question pouvait amener la défense sur des pistes dangereuses pour l'état-major. Même réserve a été gardée à l'instruction











## CAPITAUX

**Offres et Demandes**

**ON DEMANDE UN PRÊT DE CINQUANT**  
**OU CENT MILLE FRANC**  
à 6 % pour un an, garantis par des actions sur la  
valeur cotée desquelles le prêt ne représenterait  
que 60 %. — S'adresser pour offres et renseigne-  
ments à la Société Générale de Publicité, n° 305

**MAISON DE COMMERCE, pl<sup>re</sup> prospérité, dem. 25,000**

**INDUSTRIEL**, désireux étendre affaires en progression constante, cherche 400.000 fr. pour construire usine importante Paris. Bonnes références. Ecrire J. T. R. Figaro. — Répondra pas agences.

**ROULETTE**. — Combinaison unique, rare. Succès certain bien prouvé à l'avance. M. LUX, bur. 88.

**25,000** en 3 mois et bien plus par an en plaçant 5,000<sup>f</sup> garant. Aff. louable. Incroyable mais vrai. Preuv. indiscutab. — R. BARRY, bur. 101, rue de Valenciennes, Paris.

---

**25 %** DE REVENUS SANS RISQUES  
PAR OPERATION AGRICOLE  
Ecrire à F. G. 95, poste restante, Paris.

**Mariages**

MARIAGES riches. V<sup>re</sup> Guyot, 86, b<sup>4</sup> Rochechouart

**SÉRIEUX.** — Mons. 36 a., mond., fam. tr. hon. phys. bien, bel. espér., pos. 15.000 fr. pr. an, dés. se marier sous rég. dot. av. j<sup>ne</sup> fille, veuve ou div., même étranger. ay. fortune. Rép. let. sign. Pas d'interruption. Disc. abs. Bertier, p<sup>10</sup> rest. rue Provence, Paris.

**PEINTRE** d'avenir passerait traité avec amateur.  
Prix très modeste. P. E. M., poste rest., bur. 53.

**TIMBRES-POSTE.**—On dem. achet. b<sup>te</sup> et g<sup>de</sup> collect<sup>on</sup>.  
On achet. aussi des petites. Les offres des march<sup>ants</sup>  
seront refusées. Ec. don<sup>t</sup> p<sup>re</sup> et renseig. Figaro, Tom 1

Le Gérant responsable : A. BOREL.  
Paris. — D. CASSIGNEUL, imprimeur, 26, rue Drouot  
(Imprimerie du *Figaro*). — Encre LORILLEUX.  
Imprimé sur les nouvelles machines rotatives à six pages  
de MARINONI.

**La Maison E. VORMUS, 5, rue Cambon, Paris**  
**TELEPH. 250.44 (Maison de Confiance, 8<sup>e</sup> année)**  
**PRÊTE DES CAPITAUX**

depuis 3 1/2 % d'intérêts, à Paris et Province sur  
IMMEUBLES jusqu'aux 3 quarts de leur valeur  
**EN NUES-PROPRIÉTÉS** (Titres de Rentes et Actions)  
Obligations dont une autre personne a la jouissance  
jusqu'à son décès) sans le concours et à l'insu de l'usu-  
fruitier; sur **TITRES NOMINATIFS** déposés chez  
un notaire ou une autre personne et à son insu pendant

durée du prêt, sur **TITRES** grevés de **RESTITUTION** ou frappés de **RETOUR**; sur **SUCCESSIONS BIENS INDIVIS** sans le concours des co-héritiers, sur **Usufruits, Rentes viagères, Créances hypothécaires**, etc. Aucuns frais avant solution ni indemnité en cas de non réussite. **Avances immédiates. Discretion absolue**

**L'UNION VIE**  
Compagnie d'Assurances Fondée en 1829  
**Augmentation du Revenu**  
**RENTES VIAGÈRES**  
15, Rue de la Banque, Paris.

**BERTHÉ**  
RHUMES, GRIPPE, MAUX de GORGE, INSOMNIE  
Douleurs de toute nature.  
SIBOP, 3 fr.; PATE, 1 fr. 60. FUMOUGE, 78, Faub. St-Denis, Paris.

**RECONSTITUANT GRANULE D'JHAME**  
Le meilleur reconstituant, réparateur des forces  
Dépôt: Ph<sup>ie</sup> Commerciale, 27, rue Drouot, Paris

**HERNIES** CONTENTION PARFAITE  
souvent GUÉRISON  
par l'emploi

Appareils approuvés par la Faculté de Médecine de Paris  
G. et H. W., 16, r. de la Banque, Paris. Brochure sur demande

[illegible]